

# Courrier international des mouvements sociaux

N 0 - Nov. 2009

## Au travail !

Une rencontre des mouvements sociaux s'est tenu au Mexique au mois d'août dernier pour débattre et pour élaborer des propositions communes face à l'avenir. Cette rencontre se situe dans les suites du premier Forum Social Mondial de 2001, et sur proposition de la CUT et du MST du Brésil, d'ATTAC-France et de Focus on The Global South de la Thaïlande.

Le FSM 2002, qui était le premier événement International de taille (50.000 participants), s'opposant à la mondialisation néolibérale après les attentats du 11 novembre, a mis en évidence l'engagement dans la construction de la résistance internationale et la solidarité - engagement qui s'est exprimé surtout à partir de l'appel des mouvements sociaux.

C'est alors qu'on a proposé au MST et à la CUT d'établir un petit secrétariat afin de faciliter la coordination des initiatives des mouvements sociaux pendant la période à venir, et en vue du FSM 2003. Ceci marque le début des discussions sur la manière que nous, les mouvements sociaux, pouvons travailler pour consolider une coordination plus permanente.

De là est né l'idée d'avancer dans la construction d'un Réseau Mondial des Mouvements Sociaux, sur la base d'une proposition de la CUT et du MST du Brésil, la Marche Mondiale des Femmes, ATTAC-France et Focus on the Global South - Thaïlande. Les objectifs du Réseau étaient ceux de permettre aux mouvements sociaux du monde d'échanger des analyses, des opinions et des renseignements en ce qui concerne la conjoncture, et aussi de permettre le partage du travail et

des priorités des mouvements, avant et après les Forums.

Bien que le projet soit ambitieux, (dépasser les rencontres occasionnelles entre mouvements de pays différents, avancer vers de nouvelles structures horizontales pour faciliter les échanges et l'encouragement vers des actions communes et élargir l'audience des mouvements sociaux de tous les continents), le Réseau a eu du mal à faire facile ce travail.

Cependant, la crise du capitalisme, ses effets sociaux, économiques et environnementaux et les politiques patronales et gouvernementales, ainsi que les mobilisations des travailleurs et des travailleuses et des secteurs populaires, rendent nécessaire de se doter d'un instrument utile pour partager des renseignements, coordonner des initiatives et pour réfléchir sur les alternatives à la crise et sur les stratégies de lutte.

Comme un premier pas sur ce chemin, nous mettons sur pied ce Courrier des Mouvements Sociaux. Nous espérons compter sur votre collaboration<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour envoyer tout matériel d'intérêt pour cette revue électronique : [nazioartea@esk-sindikatu.org](mailto:nazioartea@esk-sindikatu.org)

## De Bangkok à Copenhague

À Bangkok, la Conférence du Forum des Nations Unie pour le Changement Climatique (UNFCCC) n'as pas réussi à faire un pas en avant vers COP15 à Copenhague. Le débat essentiel concernait le Protocol de Kyoto avec l'accord de l'Union Européenne de fusionner les deux négociations, le Protocol de Kyoto et la Convention à Longue Terme, (Issue de Rio en '92 avec tous les pays, y compris ceux qui, tel les États Unis n'ont pas signé le Protocol de Kyoto). Le groupe des 77 + la Chine qui représente tous les pays en voie de développement a protesté contre une proposition qui aurait comme conséquence d'abolir la différence des responsabilités entre les pays développés (Annexe I du Protocol de Kyoto) et les pays en voie de développement, ainsi que d'abolir toute forme de contrainte pour les pays développés. Le résultat le plus probable de Copenhague est qu'il n'en sortira pas de Traité, mais une déclaration politique qui donne un mandat à négocier à L'UNFCCC sur trois points clés:

- un cible clair et ambitieux pour les pays listés dans l'Annexe I;
- un engagement des économies principales des pays en voie de développement d'en finir avec l'augmentation des émissions de leurs gaz a effet de serre,
- un mécanisme "acceptable" pour redistribuer et transférer des fonds vers les pays les plus pauvres pour atténuer les effets et s'adapter. Au sein de l'UNFCCC différents acteurs qui représentent la "société civile" sont reconnus comme partie prenante de la discussion, malgré le fait que la signature finale appartient aux États: CAN (l'ONG la plus importante qui travaille sur les questions environnementales), l'Assemblée des Peuples Indigènes( CAUCUS) ; le CIS (les syndicats principaux), le Mouvement des Femmes, le BNGO (les grandes entreprises), les autorités locales et CJN! (Climate Justice Now! avec "les Amis de la Terre, La Via Campesina, Jubilee South, Focus on the Global South, ATTAC, etc.

Ces groupes ont des préoccupations différentes et tentent d'effectuer du lobbying ou de travailler avec les états ou groupes d'états afin de faire avancer leurs préoccupations dans la discussion. En tant qu'ATTAC nous devons définir une stratégie concernant les questions clés que nous souhaitons défendre au sein de ce processus, particulièrement en lien avec nos allies de CJN!

ATTAC France a proposé de focaliser sur trois questions, sachant que la question très importante de la réduction sera défendue par un grand groupe d'acteurs, l'Assemblée des Peuples Indigènes, RAC, etc.

- La reconnaissance de la responsabilité spécifique des pays développés, qui tient compte de toute la question de la dette écologique, le transfert de technologie (en tant que "bien commun" au lieu des droits de propriété intellectuelle) ainsi que les fonds pour la réduction et la compensation.
- le rejet de compensation CDM et tous les marchés de gaz à effet de serre. À cet égard, CJN est le seul groupe dont la position est claire.
- de sortir la Banque Mondiale et le FMI des mécanismes de répartition des fonds.

En dehors de la réunion de l'UNFCCC à Bangkok, Climate Justice Now! a tenu une réunion sur la stratégie avec des participants venant de 30 pays (Argentine, Australie, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Équateur, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Corée, Liban, Mexique, Népal, Pakistan, Philippines, Salvador, Thaïlande, Togo, Royaume Uni, Etats Unis).

Les délégations les plus importantes venaient de l'Inde, d'Indonésie, des Philippines, de la Thaïlande et des Etats Unis. En termes de réseaux, il y avait une forte présence des Amis de la Terre, de La Via Campesina, de Focus on the Global South. ATTAC était représentée par un groupe de France, du Japon et du Togo. Ce séminaire était d'une grande utilité, puisque la majorité des participants faisait partie des Mouvements Sociaux ou "Justice Mondiale", et qu'ils étaient réellement engagés dans l'idée de créer un pont entre les questions environnementales et celles de la justice. C2 la ressemblait un peu à la fin des années '90, quand les Mouvements sociaux s'engageaient dans le champ de la critique de la mondialisation, champ jusqu'alors occupé par certaines ONGs (Jubilée 2000 etc.).

Les décisions: principales pour Copenhague étaient:

- de proposer aux Mouvements Sociaux, Klimaforum, (Climate Justice Action) etc de créer un seul bloc pour la manifestation importante du 12 décembre sous le slogan "changement de système et non pas de climat"
- d'organiser un débat important le 13 décembre au sein du Klimaforum sur "qu'est ce que Justice

Climatique Maintenant (Climate Justice Now) et qu'allons nous faire maintenant",

- de participer dans diverses actions non-violentes organisées lors de COP15 et de organiser "Reclaim the Power" (Réapproprions le Pouvoir) avec JCM le 16 décembre,
- de soutenir le tribunal des peuples sur la dette climatique.

## Copenhague, préparer la mobilisation

Le 16, 17 et 18 Octobre plusieurs réunions internationales étaient organisées à Copenhague. La première était une réunion CJA; il s'agit du réseau qui a déjà organisé plusieurs réunions internationales pour COP15 (<http://www.climate-justice-action.org> / <http://www.climate-justice-action.org/>) et qui prévoit plusieurs actions y compris "reclaim Power" qui se tiendra le 16 décembre.

Dans la première lettre ATTAC pour Copenhague, nous avons inclus un rapport de la réunion CJA qui s'est tenue en juin, et qui fournit d'autres informations sur ce réseau. Plusieurs réseaux internationaux étaient présents lors de la réunion de mi-octobre (FOE, Via Campesina, Jubilé South, Focus) avec la présence de différents groupes européens qui provenaient d'Allemagne, des Pays Bas, du Royaume Uni, de la France et d'Italie. Il y avait également différents groupes danois, dont Klimax et Climate Collective (<http://www.climatecollective.org/en/start/> / <http://www.climatecollective.org/en/start/>); ATTAC France a participé à la réunion. On a discuté de beaucoup de questions d'organisation, tout comme d'une question politique qui a été abordé en profondeur: Quoi faire pendant le "Reclaim Power" du 16 décembre. L'idée est de créer un bloc non-violent qui va avancer jusqu'au périmètre de la Zone de Conférence et d'y tenir un rassemblement de personnes et de militants qui vont sortir de la Conférence et se joindre à nous, pour créer une "Assemblée des Peuples" pour le jour où les Chefs d'Etats devront arriver. Le 18, plusieurs réunions seront organisées avec Klimaforum (<http://www.klimaforum09.org> / <http://www.klimaforum09.org>) et les organisateurs de la grande manifestation du 12 décembre (<http://www.12dec09.dk/> / <http://www.12dec09.dk>).

Durant la matinée, une délégation de CJN a rencontré le conseil d'administration de Klimaforum pour discuter des grandes lignes (les missions de Klimaforum et les orientations politiques) ainsi que du processus de la déclaration. Pendant l'après-midi une réunion ouverte s'est tenue afin que les groupes et réseaux participant au processus de préparation puissent prendre connaissance:

- ✓ **De l'organisation de la restauration:** "climate collective" organise des milliers de repas bon marché (3 euros environ), qui seront accessibles à différents endroits de la ville,
- ✓ **l'hébergement:** il existe différentes solutions, dont certaines pour des personnes qui resteront durant plusieurs jours (des hôtels qui coûtent chers, les familles d'accueil pour des représentants de la société civile) et pour des personnes qui comptent s'y rendre uniquement pour le 12 et le 13 (des écoles et centres de sport),
- ✓ **Centre Klimaforum:** est un centre sportif (très proche de la gare centrale),

### Le programme Klimaforum:

- a/ différentes réunions se tiendront du 7 au 10, afin de finaliser la déclaration
- b/ un forum avec différentes activités tenues sous la responsabilité des diverses organisations
- c/ une importante réunion ouverte organisée par CJN le 13 après-midi
- d/ deux briefings journaliers, l'un à 11h du matin, qui vise la préparation des activités et des actions du jour, l'autre de 19h à 20h, dans le but d'assurer une évaluation conjointe des processus interne (du centre de conférence de l'ONU) et des activités externes,
- e/ Différentes activités culturelles se tiendront le 12 au soir: concert, théâtre, cinéma etc.

**La manifestation du 12 décembre** va démarrer devant le Parlement Danois et finira près du centre Bella (ou se tient la Conférence de l'ONU). Trois personnes prendront la parole au début, et 6 à la fin, de la manifestation à Copenhague.

Chritpohe Aguiton ■

Pour en savoir plus:

◆ Climate Action Network

<http://www.climatenetwork.org>

◆ Caucus des peuples indigènes

<http://www.ipcaucus.net/>

◆ Via Campesina sur la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques

[http://www.viacampesina.org/main\\_fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=357&Itemid=1](http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=357&Itemid=1)

Depuis nos villages vers New Delhi et Genève

## Les paysans manifestent contre l'OMC

Le Comité indien de coordination des mouvements de paysans comprenant des organisations telles que Bhartiya Kisan Union et Karnataka Rajya Ryota Sanghe, membres de La Via Campesina, a organisé une manifestation de plus de 50.000 personnes le 3 septembre à New Delhi. Ce jour là, avait lieu l'inauguration de la mini réunion ministérielle informelle de l'OMC organisée par le Gouvernement indien à Delhi. L'Inde a lancé le signal que finalement on est sorti de l'impasse de Doha Round et que la libéralisation et la "corporatisation" de l'agriculture dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce pourrait finalement être conclue en 2010. Ce qui va mettre en danger les moyens de subsistance de plus des 2/3 du milliard d'habitants de l'Inde.

Les manifestants, paysans et paysannes, sont arrivés en train, en bus et à pied depuis tous les coins du pays portant des pancartes avec l'inscription "L'agriculture en dehors de l'OMC", protestant ainsi contre l'initiative du gouvernement indien pour relancer l'OMC. Les leaders des mouvements de plusieurs Etats ainsi que Henry Saragih, leader de l'Union des Paysans d'Indonésie et coordinateur général de La Via Campesina se sont adressés aux paysans et paysannes des Etats d'Uttar Pradesh, du Punjab, Haryana, Madhya Pradesh, Himachal Pradesh, Rajasthan, Maharashtra, Uttranchal et Karnataka. Certains manifestants ont franchi les barricades dressées par la police, arrêtés et emmenés au commissariat de police de Parliament Street. 51.000 personnes furent arrêtées pour avoir désobéi aux consignes de la police mais furent rapidement relâchées.

Les mouvements indiens, membres de Via Campesina, ont organisé diverses actions en plus des manifestations de masse pour lutter contre l'OMC. Ils ont d'abord eu, le 1er septembre, une réunion avec le Ministre du Commerce où il leur a été promis que l'Inde ne trahirait pas ses paysans. Pour autant, le Ministre n'a pas tenu ses promesses au cours des négociations. Ils co-organisèrent également une réunion stratégique nationale avec d'autres organisations comme les syndicats. De plus, ils ont remis une lettre au Gouvernement indien faisant part de leur indignation au motif que le Gouvernement de l'Inde s'est précipité de façon soudaine pour conclure le Doha Round

qui menace surtout l'existence même de millions de paysans et d'agriculteurs en octroyant la priorité et le contrôle du commerce mondial de l'agriculture aux acteurs agricoles largement subventionnés des pays développés. Ils firent savoir qu'ils étaient scandalisés par le fait que, contrairement à ses engagements démocratiques, le Gouvernement indien a progressé au niveau de divers Accords de Libre Echange et des négociations avec l'OMC dans le plus grand secret et sans chercher à ouvrir des consultations ou des débats.

L'Inde a perdu de plus en plus de terrain face aux pays développés, en particulier face aux Etats-Unis, dans les négociations sur les seuls mécanismes qui pourraient la protéger contre la dévastation de son secteur vital de l'agriculture – 'Produits spéciaux' (SP) et 'Mécanismes spéciaux de sauvegarde' (SSM). A titre d'exemple, l'Inde ne peut que protéger huit ou neuf de ses cultures des réductions tarifaires douanières et seulement 5% de ses produits agricoles. Ce qui est ridicule pour un pays qui est l'une des 12 méga-régions du monde avec une diversité agricole de plus de cent cultures dans plus de 15 zones agro-climatiques et avec des traditions culturelles humaines y étant associées. En outre, le SSM, destiné à éviter l'augmentation des importations, est devenu complètement impraticable du fait qu'on y a ajouté plusieurs 'termes et conditions'. Ces mesures de protection apparentes sont totalement inefficaces. Sans compter que les Etats Unis ont fait pression pour avoir un accès au marché sur des cultures spécifiques telles que le maïs, le riz, le coton et le soja --- cultures largement subventionnées et objet de dumping sur les marchés mondiaux mais source de revenus pour des millions de paysans et d'ouvriers agricoles en Inde.

Il ne s'agit pas uniquement de perte de revenus pour les paysans, mais également de la question portant sur le modèle d'agriculture actuellement encouragé par l'OMC – à savoir une agriculture intensive industrielle et chimique, destructrice de l'environnement et aux mains des grandes entreprises agricoles des Etats Unis. L'Inde possède une riche tradition d'agriculture paysanne qui est en train d'être détruite par une politique de libre échange complètement absurde.

“Le 1er septembre, au cours d’une réunion avec les leaders paysans, le Ministre Sharma nous a promis qu’il n’irait pas contre les intérêts des paysans indiens lors des négociations OMC. Or, par la suite, il a fait volte face et a approuvé un texte sur l’agriculture qui ne permet de protéger que 5% de notre agriculture contre la réduction des droits de douane. En outre, les mécanismes de sauvegarde sont inefficaces et ne vont pas protéger nos paysans contre les produits subventionnés en provenance des Etats-Unis et de l’Union européenne. Ceci constitue une véritable trahison pour les 65 communautés de paysans qui sont déjà anéanties par la crise agricole en Inde.”, déclare Yudhvir Singh de Bharatiya Kisan Union (BKU) et coordinateur de La Via Campesina pour l’Asie du Sud. ‘Nous allons donc intensifier nos mobilisations à niveau local et national jusqu’à ce que le Ministre Sharma et le Premier Ministre satisfassent leurs promesses de protéger les moyens d’existence de nos paysans.’

Les paysans indiens de Via Campesina se sont engagés à se battre contre l’injustice du système OMC quel que soit l’endroit où il sévit. Ils prévoient de mettre en place une chaîne de mobilisations à travers toute l’Inde à partir des villages jusqu’à la réunion de l’OMC à Genève fin novembre. A Genève, les paysans indiens et les paysans du reste du monde se mobiliseront avec La Via Campesina pour défendre leur vision d’un système agricole alternatif et d’un monde de paix, de diversité, de justice et de dignité. Leur lutte pour maintenir l’agriculture en dehors de l’OMC est un pas en avant important visant à protéger l’alimentation et la diversité de la majorité des habitants de notre monde, leurs cultures et leur environnement.

Ashlesha Khadse  
Via Campesina Asie du Sud ■

## Après Delhi

### Que s’est-t-il passé à New Delhi? Quels sont les enjeux du moment?

Ce Week End se sont rencontrés à New Delhi, les ministres d’une trentaine de pays. Initialement présentée comme une réunion du G20, cette réunion regroupait aussi les coordinateurs de la plupart des groupes qui négocient à l’OMC<sup>1</sup>. Les résultats de cette réunion ne sont pas très clairs.

### Pas d’avancées significatives mais les pays en voie de développement « acculés »

D’une part, l’agence de presse Reuters, parle du « relancement » du cycle de Doha. Elle s’appuie pour cela sur le fait que les pays en développement (ACP, pays les moins développés, économies petites et vulnérables, CARICOM etc) se sont ralliés au G33 représenté par l’Indonésie et à la position du G20 mené par le Brésil et la Chine pour accepter la proposition de Décembre 2008 comme base de discussion. Etranglés par la crise, et n’ayant aucune ressource pour atténuer ses effets (à la différence des pays du G20), ils s’accrochent au seul modèle de développement qu’ils connaissent. Dicit le ministre des affaires étrangères de l’île Maurice « nos économies sont dépendantes du commerce pour leur survie ». Ces pays ont donc réaffirmé New Delhi voir dans la résolution du cycle de Doha en 2010 une nécessité pour relancer leurs économies.

D’autre part, les impressions de plusieurs délégués, font plutôt écho d’une réunion où « il ne s’est rien passé ». Le sentiment général est que l’Inde a convoqué cette réunion surtout pour ne plus passer pour le vilain petit canard des négociations. Elle souhaitait obtenir des Etats Unis et de l’Europe des avancées dans le domaine des services. Mais ceux-ci se débattent avec leur récession économique et ne peuvent donc prendre aucun engagement dans le domaine des services. Les pays développés entendent sortir de la crise en s’appuyant sur l’ouverture des marchés des pays en voie de développement et inversement! On comprend que les négociations s’autobloquent. Les points de

1-À savoir en plus de la Commission Européenne et des Etats Unis qui étaient invités, les représentants du G10, du groupe dit Coton-4, des pays africains, des ACP, des économies dites petites et vulnérables, des pays les moins développés, et de la communauté du bassin des caraïbes (CARICOM)



discordance habituels (par exemple les mécanismes de sauvegarde en cas de flambée des importations) n'ont pas été discutés.

### **Les Etats Unis peu moteurs**

Certes, la plupart des parties, s'accordent pour prendre la proposition de Décembre 2008 comme base de discussion (et la nouveauté de New Delhi c'est le ralliement des pays les plus affectés par la crise). Mais les Etats Unis ont plutôt insisté sur le caractère non « sacrosaint » du document. A New Delhi, ils ont essayé d'obtenir des ouvertures de marchés pour différentes cultures (soja, riz, maïs et coton) mais pour autant proposer de concession particulière en échange.

Du côté de l'administration américaine, Michael Punke a été proposé par Obama pour devenir le nouvel ambassadeur des Etats Unis à l'OMC. Sa nomination doit encore être approuvée par le sénat américain, mais viendrait compléter une équipe toujours en cours de constitution. (Obama doit encore désigner le chef des négociations agricoles). Au delà de ces questions pratiques, le problème de fond reste l'ambivalence du moment de la ligne politique américaine. En tant que candidat, Barack Obama a marché sur un fil entre protectionnisme et économie libérale. Aujourd'hui, il n'a pas fait avancer les négociations en cours des accords de libre échanges avec la Corée du Sud, Panama, et la Colombie et n'a pas réagi après les déclarations protectionnistes du Canada et du Mexique. On sent que les choses ne sont pas mûres car Ron Kirk a dû publier un démenti après avoir annoncé un peu vite que Obama expliciterait sa politique commerciale au sommet de Pittsburgh fin septembre. Catherine Ashton, elle-même, a d'ailleurs reconnu les difficultés auxquelles était confronté Ron Kirk - nouveau représentant américain aux questions commerciales. Celui-ci est très peu soutenu pour faire avancer les négociations du cycle de Doha car celui est perçu comme hérité de l'administration précédente. Les thématiques principales de la nouvelle administration sont les questions climatiques et de santé, pas tellement les questions commerciales.

### **Les étapes suivantes pour faire avancer les négociations du cycle de Doha:**

- rencontre des hauts fonctionnaires à Genève le 14 septembre
- réunion du G20 les 24 et 25 septembre à Pittsburgh aux Etats Unis
- réunion informelle du groupe des pays Africains membres de l'OMC, à l'initiative de L'Egypte autour du 27 octobre

### **Quelles actions et quelles mobilisations?**

Les organisations membres de Via Campesina, ont été très mobilisées contre la tenue de la mini ministérielle de New Delhi (voir article sur le site internet). D'après les journaux, New Delhi n'avait pas connu de mobilisation de cette ampleur depuis de nombreuses années (plus de 50,000 manifestants dans les rues, paysans, ouvriers et étudiants réunis). Déçu par les positions prises par leur ministre pendant ces deux jours, elles ont promis d'intensifier leurs mobilisations au niveau local, et national jusqu'à ce que le Ministre du commerce et le premier ministre accomplissent leur promesse de effectivement prendre des mesures pour protéger l'agriculture indienne.

De son côté, aux Etats Unis, la Via Campesina Amérique du Nord, prépare des actions pour la prochaine réunion du G20 à Pittsburgh.



### «ça aura insufflé quelque part l'idée de se battre et de combattre»

Interview avec Didier Bernard (CGT)

**Est-ce que tu peux nous raconter comment vous vous êtes organisés, au début et au cours de votre combat ?**

Alors, au tout début, quand on appris la nouvelle, je peux te dire que ça a été un coup de massue terrible. Parce que là on rentrait dans une chose innommable et irréversible. C'était une fermeture d'une usine gérée par des patrons voyous qui font du bénéfice. Dans une incompréhension la plus totale pour les ouvriers qui pensaient qu'avec le dernier accord de 40 heures signés, très récemment, qu'un avenir à Continental Clairoux était assuré. Quand il y a eu cette annonce de cette fermeture toute le monde est tombé sur le cul.

La chance quand on a eu c'est que quelques un n'ont pas perdu l'esprit, n'ont pas perdu la tête et ils n'ont posé aucun genou à terre. Nous avons pris contact avec un mec en référence au rapport au combat des Chaussons à Creil dans les années quatre-vingt dix , mi-quatre-vingt dix. Ce Monsieur a répondu présent dès le départ. Il a jugé, il a jaugé, il a vu très vite comment ça se passait, comment ça s'est fait élaborer. Et tout de suite il a pris des choses en main.

On a élaboré un stratégie avec une ligne de conduite qui tendait à dire : aujourd'hui on décide de ça. Si vous l'adoptez en assemblée générale, il ne faudra absolument pas, à aucun moment, déroger d'un iota de cette ligne de conduite. Cette ligne de conduite, elle est comme ça, si vous faites en biseau, en travers, si vous vous sous-estimez, vous allez voir des problèmes. Si vous adhérez à l'idée qu'il faut aller d'un point

A à un point B pour aller au plus court, jusqu'au bout, alors, en face, ils vont avoir des souci.

C'était très dur à faire admettre aux gens. Parce que pendant ce temps-là, en plus, d'arriver à admettre et faire admettre aux gens que des mauvaises choses se préparaient, et aussi bien des opérations de combat pour montrer à l'état et la direction de ce que l'ont été capable, malgré avoir pris une grande claque dans la gueule, on était capable de relever un genou, voire les deux, et puis on est rentré en lutte. Cette chose-là a été relativement facile. Les gens étaient tellement écoeuré. Ils ont voulu, pas se venger, mais ont voulu de se battre, combattre, tout de suite.

Le deuxième problème, c'est par rapport à l'arrivée de ce conseiller, ex de Chausson, proche de LO, c'est qu'on a eu plein de détracteurs qui, par rapport à son appartenance politique, ont tout fait, fait en sorte, de discréditer le mouvement. Les six premiers semaines, malgré l'intersyndicale, ont été géré par la CGT. On ne peut pas, en disant ça, tirer la couverture plus sur une étiquette que sur une autre. Sauf que pendant six semaines il a fallu aussi, en plus de la bataille contre l'état et la direction allemande, il a aussi fallu batailler avec les syndicats au sein de l'intersyndicale. Quand certains syndicats au sein de l'intersyndicale ont aperçu et ont compris l'importance, le bien-fondé de sa présence, de la ligne de conduite qu'il avait insufflé, à ce moment-la les portes se sont ouvertes pour nous et le travail s'en est mieux ressenti.

Sauf que c'était pas toujours rose, c'était compliqué, ça a été long et ça n'a pas été vrai pour le tout le

monde, ce que je viens de dire. Mais néanmoins, une fois qu'on a occulté toutes ces saloperies, tous ces petits problèmes conditionnels, politiciens, une fois que tout a été réglé, nous sommes rentré dans la vraie lutte. Parce qu'en face il n'y avait plus un ou deux mecs récupérés par une secte ou par l'extrême gauche, mais il y avait un front commun y compris les cadres. Il y avait les gens de la CFDT, de FO, qui nous suivaient depuis le début. Je dirais frileusement, timidement, avec leurs moyens à eux, avec leurs caractères à eux. Mais un moment il y avait un front commun, plus fort, plus uni, alors, tout le monde s'est lâché et on est rentré en vraie bataille. Et en face ils ont commencé à nous prendre au sérieux. Ça a été long, mais on y est arrivé.

### **Contre la fermeture**

Oui. Syndicalement parlant, on a été au départ contre la fermeture. Les soucis avec les allemands c'est que l'usine était déjà fermé pour eux. De façon irrémédiable ils nous ont dit très vite, parce qu'il y avait quatre projets de fermeture qu'ils ne reculeront pas et que cette usine fermerait.

Nous, on s'est dit ... le plan social venait de démarrer on ne va pas perdre de temps pour la non-fermeture, parce que le plan social sera légalement terminé et on ne pourra plus rien négocier. Alors, on change le fusil de l'épaule, ... et on décide de discuter et de négocier. Mais en dehors du plan social. On discute plus de la non-fermeture, ok, on voulait discuter, mais on discute de nos revendications, pas les leurs, pas dans les livres 3 et 4. On s'en foutait. On a mis deux mois pour y arriver ...

La fermeture était irrémédiable, irrémédiable. Si on avait été en France, peut-être on aurait pu encore faire certaines choses, mais j'en suis pas persuadé, quant à Allemagne, vue la distance et le fait que c'est un autre pays, on n'aurait pas pu faire grande chose. On n'a pas été appuyé par la politique de droite, avec ce gouvernement de droite qui a instauré des lois pour que les patrons puissent faire des bénéfices. C'était pas la peine de perdre du temps. ... Donc, on s'est battu pour obtenir des garanties, des droits et des primes à nos camarades. Eux aussi, ils ont adopté cette idée. Maintenant, nous sommes quasiment à l'aube d'un accord final.

### **Ce qu'on a obtenu**

Par rapport à l'accord de 40 heures dont on a été floué, haut les mains, puisque cet accord stipulait un avenir radieux jusqu'en 2012. Donc, la première

revendication, parce qu'on s'est fait avoir, c'était le maintien de contrats de travail, jusqu'à fin 2011, début 2012. Le respect de leur engagement par rapport à leur accord de 40 heures signé en 2007. Cette revendication du maintien de contrats de travail sous quelque forme que ce soit, on l'a obtenu. Il y a quelques mois de chômage partiel, il y a quelques mois de travail Conti payé par Conti, effectué chez nous. C'est-à-dire, on remettra plus jamais le pied dans l'entreprise. Et surtout il y a 23 mois de congé de reclassement, alors que légalement parlant, c'est 9 mois. Là on a réussi à discuter avec l'état, de façon très difficile, et surtout des fois très âprement. On a réussi à faire sauter le verrou légal de 9 mois. ... L'état leur a permis de faire sauter le verrou de la légalité de 9 mois. C'est continental qui paie tout ça. Au début ils ne voulaient pas parce que l'état en France prévoit un congé de reclassement de 9 mois. Dès l'instant où notre interlocuteur de l'état leur a dit : Vous pouvez franchir la barrière. La direction de Continental a dit : ok, on vous paie le congé de reclassement. Ce sont quatre vingt pourcent du salaire net jusqu'à 2012 et on ne tombera pas dans la précarité ou le chômage.

La deuxième revendication. La prime de départ de 50.000 net de toute imposition. Pour tout le monde. L'avantage de cette revendication c'est que on a chez nous des gens de trois ou quatre ans d'ancienneté. S'ils étaient partis ... sans prime, ils seraient partis avec 2400 ou 3000 Euros . C'est-à-dire : Que dalle. Rien. L'avantage de cette revendication c'est que les plus jeunes vont partir avec 50.000 Euros. Pour les anciens, forcément, c'est un bonus parce que c'est un prime non-prévu, qui ..., de fait, double quasiment leur prime de départ. Mais surtout pour les jeunes, par rapport à leur ancienneté, qui dès leur embauche, ont acheté des maisons, qu'ils seront incapable de payer. Cette prime substitue un salaire de remplacement pour leur permettre de voir un avenir légèrement meilleur que tomber dans la précarité tout de suite.

La troisième revendication : c'est la mesure d'âge, qu'on appelle la mesure de portage pour les plus anciens. On a réussi à faire en sorte, qu'avec les mesures légales maximales, ..., aujourd'hui, il y a 116 personnes de 51 ans et demi qui sont en quasi retraite. Avec des mesures de portage quasiment payé intégralement par Continental. Les trois revendications majeures que nous avons depuis trois mois, depuis le début sont quasiment arrivés à terme, est obtenu à 100 %



## Et maintenant?

Alors, aujourd'hui on a toujours un gros souci. Pour arriver à faire venir autour de la table l'état et la direction allemande de Continental, il a fallu, malheureusement, dans un grand moment de grand désarroi, de désespoir, de détresse profonde parce que des gens ont pensé d'être lâché par l'état, par la direction allemande, qui pourrissait le mouvement, par la justice,... quand ces gens se sentent lâchés par tout le système, qui pourtant auraient dû être là pour les aider plutôt que être complice les uns vers les autres, quand les gens sont rentré dans cette période de désarroi, quand ils se sont dit on ne doit que compter sur nous-mêmes il y a eu une sous-préfecture quasiment rayée de la carte. C'était pas volontaire, prémédité, motivé, sauf que à ce moment-la, les gens n'ont plus rien a perdre. Si on se retrouve dans la merde, le chômage, la misère, la précarité, tout de suite, mort pour mort, comme on pourrait dire. dans ce cas-là. Tant pis, foutu pour foutu.

## Face les problèmes judiciaires.

Maintenant par rapport à cette affaire-là il s'est passé deux choses. Deux heures après on nous a annoncé par l'état qu'on a enfin obtenu une réunion tripartite officielle, avec l'état et la direction Continental AG. La deuxième chose par rapport à cette affaire ce qui est un point noir : Il y a sept de nos camarades qui sont poursuivis pour le saccage de la sous-préfecture. Aujourd'hui, notre lutte, elle réside en priorité dans l'arrêt de la poursuite contre nos sept camarades. Ce sont pas des criminels, ce sont des travailleurs, qui ont, pour la plupart, travaillé depuis trente ans, vingt ans qui se sont senti lâché et trahi, une première fois, par Continental, qui leur a promis un avenir radieux, la deuxième fois par l'état et la justice complice des patrons voyous qui font des bénéfices en France et ferment des boîtes, qui ne protège pas les salariés, la population, leur citoyens.

## Un appel des continental à l'ensemble de salariés victimes de plans de licenciements rencontrerait un écho important?

J'en suis persuadé. Durant de notre combat on a été soutenu et suivi par la France, dans des différentes boîtes, qui ont été maltraitées, de localisées, licenciées, fermées. J'espère qu'au travers de ce qu'on a fait, même si au final il y a une fermeture chez nous et nous sommes des anciens salariés licenciés malgré tout ça, le fait d'avoir obtenu des garanties et des moyens de nous permettre peut-

être de traverser la crise, peut-être d'être reclassé, de peut-être retrouver du travail. J'espère que tout ça aura insufflé quelque part l'idée de se battre et de combattre. Des gens, qui pensait que tout cela était inutile, sans espoir, et forcément sans cause. Non seulement on a prouvé le contraire, même désespéré, on peut arriver à quelque chose. Il n'y a aucune cause inutile. Tout combat est bon à prendre. Tout combat est bon à faire. Au bout selon la conviction, le courage et la détermination on peut arriver à tout .

## Est-ce que vous allez continuer à rencontrer les travailleurs de Goodyear ou les travailleurs de Lear?

Oui, oui, en effet, nous allons continuer. Le simple fait de ne plus être payé et de ne plus rentré dans l'usine, de ne plus rien faire. Nous avons quelques mois devant nous avant le congé de reclassement. UTI, Lear, Smile, Goodyear et alentours, tout ceux qui ont besoin de nous, pourront compter sur nous. On l'avait dit, répété et stipulé à tous ceux qui voulaient nous entendre. Ils peuvent compter sur nous .Et ça, ce n'est pas un mot. Les copains, les camarades, tous ceux qui sont dans la détresse ou dans une merde patronale, ils pourront compter sur nous. Ils pourront compter sur nous.

-----  
Pour en savoir plus :

<http://continentalweb.free.fr/>

# Face à la crise, que fait le mouvement syndical ?

La stratégie adoptée par les organisations syndicales françaises depuis janvier 2009, en plein contexte de crise économique et de confrontation avec le gouvernement Fillon, ne cesse d'alimenter des commentaires critiques, marqués par l'incompréhension ou le scepticisme. Alors que l'attentisme des syndicats durant la deuxième moitié de l'année 2008 pouvait être éclairé par la guerre de positions qu'ils se livraient en vue du scrutin prud'homal du 3 décembre – consultation électorale qui, si elle n'a pas mobilisé les salariés, a par contre fortement occupé les équipes militantes, de Solidaires à la CFE-CGC –, la prudence que traduit l'organisation à plusieurs semaines d'intervalle de grandes journées nationales d'action alimente de fortes interrogations quant aux finalités poursuivies et surtout quant aux raisons présidant à de tels choix tactiques.

Le temps a paru effectivement fort long, en particulier dans les secteurs en lutte comme l'enseignement supérieur, entre l'imposante journée de grèves et de manifestations du 29 janvier et celle du 19 mars 2009. Mais que dire, alors même que les manifestations de mars se sont révélées plus massives encore que celle de janvier, que des salariés du secteur privé y ont été de nouveau présents en raison de la multiplication des plans de licenciements collectifs, de l'incapacité de l'intersyndicale à proposer des suites à la mobilisation, au lendemain de cette seconde journée d'action ? Après dix jours d'attente, le 1<sup>er</sup> mai a finalement été annoncé comme ne devant pas être « protocolaire » mais « revendicatif » et l'annonce de défilés communs à toutes les organisations comme un événement historique, donc en lui-même signifiant.

Une explication courante, au moins dans les discours produits « à chaud » dans les rangs militants, consiste à pointer la distance qui sépare la « base », soit les salariés et syn-

dicalistes « de terrain » ayant massivement répondu aux appels du 29 janvier et du 19 mars, des appareils dirigeants qui gouvernent le « sommet » des organisations. La bureaucratisation de ces derniers les conduirait à privilégier d'autres intérêts que ceux qu'ils affichent officiellement, et ce au mépris d'un potentiel de lutte pourtant attesté par la force des démonstrations convoquées à six semaines de distance. Les directions, et en particulier celle de la confédération à l'heure actuelle la plus puissante, soit la CGT, seraient-elles en train de « trahir » alors même qu'elles disposent d'un important rapport de forces ? La question résonne d'autant plus fort qu'ailleurs, et en particulier en Guadeloupe, l'épreuve de force prolongée avec le gouvernement n'a pas été écartée et qu'elle s'est incarnée dans un mouvement social d'ampleur exceptionnelle.

La focalisation sur une opposition entre base et sommet, la dénonciation des trahisons bureaucratiques peuvent servir de catharsis dans le feu de l'action, afin de ne pas céder au découragement. Mais force est de constater qu'elles contribuent bien plus souvent à conforter les convictions des militants partisans d'un syndicalisme « de lutte » qu'à déstabiliser la ligne de dirigeants réduits à l'identité de cyniques professionnels. Parfois, l'accusation de cynisme va jusqu'à la mise en cause des « bureaucrates corrompus ». Si les pratiques d'influence orchestrées par des représentants d'intérêt patronaux sont bien réelles, cette dimension est cependant un cas d'espèce pour faire exploser la dichotomie base/sommet. Des professionnels du syndicalisme naturellement portés au dialogue social parce qu'ils collectionnent les jetons de présence dans les organismes sociaux, aux responsables de syndicat ou de fédération qui troquent la « paix sociale » contre des facilités matérielles pour leur organisation, en passant par les syndicalistes en entreprise qui négocient avantageusement leur

propre licenciement, les façons d'être « achetées » sont multiples, même s'il convient de les relativiser [1]. Dans ce contexte, les sommets confédéraux, certes parce qu'ils sont le plus exposés publiquement, mais aussi parce qu'ils sont au faîte de hiérarchies encore fondées sur une légitimité proprement militante [2], apparaissent relativement moins inquiétés par de telles dépendances. Ce registre d'explication suppose en outre un décalage entre le discours et les actes, une sorte de conscience coupable, alors même que les dirigeants des centrales syndicales sont persuadés de proposer la meilleure orientation, sinon la seule possible. Ce sont dès lors d'autres formes d'adhésion, plus idéologiques, qui doivent être explorées pour expliquer cette stratégie d'empilement de journées d'action.

Un autre registre courant d'explication éclaire les stratégies syndicales par leur « fonction » dans le cadre du capitalisme mondialisé. Partout dans le monde, des organisations syndicales « intégrées » depuis plusieurs décennies au système ne pourraient faire autrement que de négocier des contreparties sociales à la logique de l'exploitation, contreparties de plus en plus maigres du fait de la radicalisation néolibérale des classes dominantes. Cette approche néglige un point essentiel : le rôle du syndicalisme n'est jamais donné une fois pour toutes, il dépend des luttes qui se mènent dans et hors de cet univers. De ce point de vue, la situation française est particulièrement intéressante. À la différence de beaucoup d'autres pays, le syndicalisme pouvait en effet y apparaître moins « intégré », la configuration syndicale étant marquée par l'hégémonie de la CGT, autrement dit par un syndicalisme interprofessionnel depuis ses origines, historiquement nourri par une idéologie de lutte des classes (dans ses versions successivement syndicaliste révolutionnaire et communiste), refusant de se penser comme un « médiateur » entre travail et capital. De même, l'émergence des syndicats Sud à la fin des années 1980, comme le maintien d'une certaine conflictualité sociale tout au long de cette période, sembleraient témoigner de l'existence de nombreuses ressources pour proposer une alternative radicale au néolibéralisme. Comment dès lors expliquer l'adoption d'une stratégie d'évitement relatif de la confrontation, légitimée de fait par toutes les organisations dans le cadre de

l'intersyndicale ? Pour éclairer ce paradoxe, il importe de passer d'une approche macroscopique à une compréhension fine des logiques qui structurent l'univers syndical national.

La diversité présente au sein du champ syndical français empêche en premier lieu de généraliser trop vite. La compréhension des orientations qui semblent s'imposer au sein de cette intersyndicale à huit – rappelons que celle-ci rassemble la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, la CGT, FO, la FSU, Solidaires et l'Unsa – passe par un décryptage des logiques qui président aux décisions des dirigeants syndicaux et qui demeurent perçues comme pertinentes par une partie des équipes intermédiaires, dans les fédérations et les structures territoriales. Elle implique ainsi de penser le syndicalisme en termes relationnels, c'est-à-dire d'intégrer dans le raisonnement le poids des cultures organisationnelles, les effets de champ syndical et de positionnement dans l'espace des relations professionnelles.

Pour ce faire, nous nous proposons dans cet article de partir de questions courantes – celles qui sont discutées dans le cadre de la mobilisation, qui structurent le « sens commun militant » – afin non pas de prétendre y répondre de façon tranchée, mais de les éclairer sous des angles complémentaires. Il ne s'agit en aucune manière de « justifier » des positions, ni de les « juger » en se parant de l'extériorité du chercheur. Nous voulons plutôt tenter d'en expliciter les présupposés, les reformuler dans les termes des responsables syndicaux, de manière à délimiter ce qui nous semblerait être les terrains et les enjeux d'une confrontation productive. Pour que la critique des orientations syndicales dominantes produise des effets, elle doit partir des logiques qui président aux décisions des syndicalistes. C'est en prenant le risque de les comprendre, en restituant les prises de position des responsables nationaux à leurs positions dans l'espace syndical, qu'on peut espérer avoir prise sur elles. C'est en dégageant leur rationalité, les cheminements intellectuels qui les rendent crédibles, qu'on peut mettre en lumière leurs impasses et les bifurcations possibles.

Pourquoi s'enfermer dans une intersyndicale avec la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, au risque de freiner la mobilisation ?

Le maintien d'une intersyndicale à huit organisations constitue une démarche relativement contraignante. Il suppose un compromis permanent entre des positions divergentes, aboutissant à des prises de position à minima. Ce faisant, ce compromis minimal permet aux organisations de conserver certaines libertés les unes par rapport aux autres, et parallèlement aux porte-parole syndicaux de disposer de marges de manœuvre dans leurs discussions avec le patronat et les pouvoirs publics, sans être tenus vis-à-vis des salariés par des revendications précises. La CFDT, qui s'est retrouvée isolée fin décembre 2008 lorsqu'elle a été la seule organisation à signer l'accord sur l'assurance-chômage, bénéficie en outre grâce à l'intersyndicale d'une place centrale dans la mobilisation et le fait savoir. La récupération d'une partie des propositions de cette organisation par le gouvernement (comme le « fonds d'investissement social ») – réplique du scénario de 2003 – plane dès lors comme une menace plus ou moins précise. L'intersyndicale ne servirait-elle donc qu'à freiner la mobilisation ? Serait-elle d'abord profitable à l'organisation réputée la moins exigeante vis-à-vis du patronat et du gouvernement ? Mais dans ce cas, comment expliquer le fait qu'aucune organisation ait envisagé de sortir de ce cadre ?

On peut d'abord imaginer qu'en raison des crises internes qu'elle a connues, de son affaiblissement sur le plan numérique et militant après 2003 et de son recul relatif aux élections prud'homales de décembre 2008 [3], la CFDT ne puisse pas se permettre de faire cavalier seul avec le gouvernement. L'exaspération et la radicalisation sensible des salariés intiment les responsables syndicaux à faire preuve de prudence dans leurs choix. En outre, entre 2003 et 2008, il y a eu 2006 : l'unité syndicale sans exclusive réalisée contre le CPE, à rebours des pratiques traditionnelles [4], a été considérée par les responsables syndicaux comme un facteur essentiel de la réussite du mouvement. Le cadre unitaire constitué à partir de la déclaration commune du 5 janvier 2009 [5] est par ailleurs original. Les tactiques syndicales routinières tendent généralement à sérier les terrains de confrontation et de négociation. Ici, la plate-forme unitaire se décline en plusieurs axes qui touchent autant aux revendications pour l'emploi et les salaires qu'à une réorien-

tation des politiques publiques. De la sorte, comme ne cessent de le présenter les dirigeants de la CGT, cette intersyndicale se différencie des précédentes en ceci qu'elle ne s'est pas constituée autour du refus d'une réforme en particulier, mais qu'elle esquisse le projet d'une politique économique alternative. Dans la situation présente, les potentialités antilibérales de la mobilisation syndicale apparaissent ainsi comme latentes, portées par la situation bien plus que résultant de la confrontation, au sein de l'intersyndicale, entre deux « camps ».

Surtout, la grille de lecture opposant des organisations « réformistes » à d'autres plus combattives est loin d'être le principal cadre de pensée de celles et ceux qui font la politique – au sens concret du terme – des organisations syndicales. Il nous semble que ce sont d'autres préoccupations qu'il faut restituer afin de repérer les lignes de partage et les principes de division qui servent de repères dans l'élaboration des orientations syndicales.

La valorisation de l'unité renvoie, tout d'abord, à l'intériorisation par les équipes dirigeantes de la faible représentativité du syndicalisme français dans le salariat, résultante d'une « crise » dont le taux de syndicalisation apporterait la preuve objective indiscutable : 8 % de syndiqués dans la population active salariée, soit le taux le plus faible des pays de l'OCDE [6]. Cette approche est particulièrement prégnante à la CGT où la question du « syndicalisme rassemblé » fournit un des axes stratégiques de la centrale depuis le milieu des années 1990. Durant la séquence qui a suivi le mouvement social de l'automne 1995, cette revendication a servi à la CGT à relativiser, d'une part, son rapprochement avec la CFDT (que rendait nécessaire sa demande d'adhésion à la Confédération européenne des syndicats) et à se démarquer, d'autre part, de la construction d'un « pôle radical », en lien avec la FSU, Solidaires et, dans certaines configurations, FO [7]. De ce fait, le projet de « syndicalisme rassemblé » n'a jamais été synonyme à la CGT d'un syndicalisme de lutte, tourné vers la contestation des réformes néo-libérales. Il renvoie à l'idée que, les facteurs endogènes étant au cœur de la crise du syndicalisme, celui-ci devrait trouver en lui-même les ressources pour rebondir. L'unité est perçue comme une condition essentielle pour recrédibiliser le syndicalisme. Derrière cette analyse se trouve la

conviction que les salariés se désintéresseraient des syndicats à cause de leurs luttes intestines, de leurs divisions et, en dernière instance, de leur politisation [8]. De ce point de vue, les résultats des élections prud'homales n'ont pas considérablement modifié la donne. S'ils confortent la première place de la CGT et conduisent à relativiser l'image de « trois grandes confédérations » (CGT, CFDT, FO), ils n'ont aucune raison d'être interprétés, en interne, comme un signe que la recomposition syndicale pourrait être accélérée par une dynamique volontariste de rassemblement des syndicats les plus combatifs. D'où la négation, dans le projet cégétiste, de relations privilégiées avec telle ou telle organisation pour des raisons « idéologiques » et, au contraire, la mise en avant de relations diversifiées et non exclusives, censées manifester la volonté de défendre les intérêts des salariés avant des « intérêts de boutique ».

Au regard de cette situation, il semble étonnant que des acteurs plus périphériques, dont la position n'est pas complètement consolidée dans le champ, n'en contestent pas plus ouvertement les règles et surtout les modalités de fonctionnement implicites. Pour formuler l'idée autrement, pourquoi Solidaires – qui avait à plusieurs reprises appelé à la « grève générale » en 2003 – ou la FSU – dont bien des secteurs sont mobilisés, à la fois dans le primaire et dans le supérieur – ne font-ils pas entendre des voix dissonantes ? De même, pourquoi les dirigeants de FO ont-ils accepté l'issue de l'intersyndicale du 30 mars alors qu'ils avaient reçu mandat de leur CCN de défendre le principe d'une journée de « grève franche » de 24 h ? Plusieurs facteurs agissent là encore de façon interdépendante. En premier lieu, le précédent de la mobilisation de 2003 a laissé des traces sur le plan individuel et collectif. L'atonie actuelle dans le secteur de l'enseignement secondaire – outre qu'il est nourri par une position ambiguë du SNES sur la masterisation – se comprend aussi au regard du sentiment de défaite qui a suivi les longues semaines de lutte du printemps 2003. A la suite de celui-ci, le bureau de Solidaires tirait également un bilan critique sur l'incapacité de l'organisation à pousser la CGT à accélérer le rythme du mouvement, en raison même de la difficulté rencontrée par les militants des différents SUD à élargir la grève dans leurs

propres secteurs d'activité. Enfin, la conviction selon laquelle la CGT détiendrait les clés d'un appel à la grève générale est, paradoxalement, d'autant plus forte à FO que les responsables de cette organisation récusent toute forme de mobilisation des salariés « par le bas », qui échapperait d'une manière ou d'une autre à la « démocratie de délégation » incarnée par les organisations syndicales représentatives.

Un autre élément qui résulte aussi en partie de l'épisode de 2003 est la nécessité pour une organisation comme Solidaires de se tourner complètement vers son propre renforcement. Bien que cela ne soit pas dit explicitement, la représentation partagée de Solidaires comme structure transitoire dans le cadre d'un mouvement de recomposition plus large a perdu de son actualité et revêt moins de sens pour les militants investis notamment dans les SUD. C'est bien une nouvelle confédération, même si elle ne porte pas ce nom, qui est en construction. Il en résulte un travail militant de type différent – et l'intense préparation des élections prud'homales l'a bien montré –, moins tourné vers la jonction avec d'autres mouvements sociaux et davantage guidé par les contraintes des luttes de positions dans le champ syndical. Les Solidaires locaux ont mené ce combat au quotidien pour obtenir une place dans les intersyndicales au niveau des villes, ce qui semble aujourd'hui relativement acquis. La direction nationale de Solidaires le fait également depuis plus d'une décennie et de ce fait, le « coût » de sortie ou de démarcation de l'intersyndicale à huit peut apparaître comme trop important ou contre-productif au regard de ces efforts accumulés pas à pas. Le choix qui est alors fait – et qui suscite des débats importants dans l'organisation – est celui d'investir la mobilisation au niveau local, en multipliant les initiatives et les formes d'action, mais sans bousculer le cadre unitaire à l'échelon national. Plus largement, la conscience des coûts d'une éventuelle marginalisation et l'insistance mise par chaque organisation sur son propre renforcement s'est exacerbée après l'adoption de la loi du 20 août 2008 modifiant les règles de la représentativité : en substituant les résultats électoraux au principe de présomption irréfragable, la réforme impose à tous, sous peine de disparaître, un redéploiement militant, voire des rapprochements organisationnels. Des effets importants sont attendus de



l'application des nouvelles règles de représentativité – réforme qui a été portée conjointement par la CGT et par la CFDT –, mais en termes « d'assainissement » du champ, c'est-à-dire de réduction de sa pluralité interne et de renforcement des organisations qui seront capables de mobiliser les salariés sur le plan électoral. La situation de la FSU est sans doute plus spécifique, dans la mesure où des logiques centripètes, celles des syndicats nationaux, l'emportent aux dépens de la fédération. L'éventualité d'une sortie de l'autonomie, c'est-à-dire de l'entrée dans une confédération – en l'occurrence la CGT –, apparaît comme une possibilité pour une partie des militants et se cristallise peu à peu en ligne de clivage interne, dans un contexte de crise de la fédération et de fonctionnement déficient de celle-ci.

Pourquoi ne pas battre le fer quand il est chaud en lançant un mouvement de grève reconductible et intersectoriel ?

Eclairer au moins en partie les raisons qui conduisent au maintien de cette intersyndicale à huit n'explique pas complètement la relative timidité des syndicats quant aux modalités d'action choisies avec la succession de journées de mobilisation.

Une formule est devenue rituelle parmi les cadres syndicaux : « la grève générale ne se décrète pas ». Si ce genre de propos sert souvent à disqualifier une telle perspective comme étant irréaliste a priori, elle n'en contient pas moins une part de vérité. À la différence d'autres traditions syndicales dans le monde, le syndicalisme français se distingue par sa faiblesse structurelle en matière de mobilisation coordonnée des travailleurs. La distinction précoce des activités syndicale et mutualiste, la prise en charge de la protection sociale par des organismes étatiques ou para-étatiques, un droit du travail n'autorisant aucune dérogation conventionnelle ou législative au bénéfice des syndiqués ont historiquement borné le syndicalisme français au terrain revendicatif, le privant ainsi des masses d'adhérents « captifs » qui ont fait la force des syndicalismes belge, allemand ou scandinave [9]. De ce fait, les syndicats français n'ont pas les ressources ou le degré de centralisation des organisations d'autres pays. En dehors de secteurs professionnels délimités se faisant de plus en plus

rare, les organisations syndicales n'ont pas les moyens militants de construire une grève de manière volontariste, ni les moyens matériels de la tenir (à l'aide, par exemple, de caisses de grève conséquentes). Si des impulsions syndicales furent à l'origine d'importants épisodes de grève, particulièrement dans le secteur public (de 1953 à 2003, en passant par 1995), les deux principaux épisodes de mobilisation interprofessionnelle, en 1936 et 1968, furent quant à eux largement spontanés.

L'absence relative de mobilisation dans le secteur privé et la crainte de renforcer la représentation dominante d'un secteur public comme lieu privilégié de la grève est un motif qui a pu guider, en 2003, la stratégie suivie par la CGT. Si ce type de représentation, largement diffusée par les médias, repose sur une connaissance partielle et en partie erronée de ce qui se passe dans les entreprises privées, il n'en reste pas moins que le clivage public / privé joue en interne, qu'il est intériorisé par une partie des directions syndicales [10]. L'hypothèse d'un « déphasage » avec ce que vivent les salariés du privé, d'une incompréhension relative de ces derniers par rapport aux stratégies et aux discours syndicaux, est souvent présentée comme l'une des raisons de la faible syndicalisation. À nouveau, la prégnance du thème de la crise du syndicalisme se fait ici sentir. Celle-ci entrerait en résonance avec une crise plus large des identifications collectives. Les salariés se seraient ainsi d'autant plus éloignés des organisations syndicales qu'ils seraient devenus plus individualistes. En 1995, la notion de « grève par procuration » avait été proposée pour souligner le rapport ambivalent des salariés à l'action collective. Après ce mouvement, une partie des organisations qui avaient été à la pointe du mouvement (CGT et FO) ne connurent pas de remontée de leurs effectifs. C'est au contraire la CFDT qui tira son épingle du jeu grâce à la continuité d'une politique de développement inspirée des méthodes managériales. L'inversion de la courbe de ses effectifs, qui lui permit de retrouver en 2002 le nombre maximum d'adhérents qu'elle avait atteint au milieu des années 1970, semblait conforter une stratégie de resyndicalisation pensée dans les termes du pragmatisme, de proximité et de services aux adhérents [11]. La condamnation des actions minoritaires et l'impératif de modération se justifient, dès lors, par la nécessité de

renouer avec une progression des effectifs. La construction d'un tel raisonnement, tel qu'il peut être avancé par la direction confédérale de la CGT, reproduit effectivement sur certains points des arguments qui ont alimenté le processus de recentrage dans la CFDT, à l'orée des années 1980. La direction confédérale de la CGT s'oppose ainsi ouvertement à l'idée d'une grève générale et reconductible ; si elle « comprend » les actions radicales comme les séquestrations, elle met en garde ses militants contre leurs limites et leur instrumentalisation par des minorités « politiques » ; et elle évoque des formes d'action nouvelles, plus « médiatiques », censées conquérir « l'opinion publique ».

La situation actuelle se différencie pourtant des séquences conflictuelles antérieures en raison de mouvements de grèves dans les entreprises privées, de la visibilité médiatique des formes d'action qui y sont menées et d'une participation effective de ces salariés aux grandes journées d'action. Les effets de la crise ne créent-ils pas justement les conditions pour dépasser le clivage public-privé par des mots d'ordre communs, notamment sur le plan des revendications salariales ? On pourrait donc penser que le préalable de la mobilisation du privé pèse d'un poids beaucoup plus réduit dans l'élaboration des stratégies syndicales. C'est peut-être le cas, mais d'autres considérations qui, là encore ne sont pas nouvelles, contribuent à cet évitement d'une situation de confrontation ouverte avec le gouvernement. Pousser l'épreuve de force jusqu'à la grève générale, c'est risquer d'entrer dans une logique de délégitimation du pouvoir politique. Or, pour la quasi-totalité des organisations membres de l'intersyndicale, le fait de se retrouver de facto dans le rôle d'une opposition au gouvernement est une situation à éviter, et ce d'autant plus que la logique même de l'intersyndicale, qui met en cause la politique économique du sarkozysme, porte en soi un potentiel important de politisation. Elle a par exemple donné prise à l'appel unitaire des dix organisations de la gauche anticapitaliste en soutien aux mobilisations du 29 janvier. Au lendemain de cette date, les responsables de la CFDT mettaient en garde contre le risque de « globalisation ». La croyance dans l'autonomie du champ syndical va de pair avec cette idée que la politisation du mouvement conduirait à

déporter les syndicats vers un terrain qui n'est pas le leur ou, du moins, qui ne doit plus l'être. On rencontre ici un autre aspect d'un sens commun syndical structuré par l'omniprésente crise du syndicalisme, tant les équipes dirigeantes que de nombreux militants de terrain ont intériorisé la nécessité d'une nette coupure entre syndicalisme et politique. La défiance qu'expriment au quotidien nombre de salariés à l'égard du personnel politique incline d'autant plus les syndicalistes à se démarquer de cet univers, ce qu'ils traduisent d'abord par une mise à distance des partis politiques et des « idéologies ».

Ce rapport actuel au politique est à comprendre dans sa complexité. Ce qui ressort notamment des actions et des prises de position de la direction confédérale de la CGT depuis le milieu des années 1990, donc depuis l'ère Vianet, est une adhésion renforcée – une illusion – aux principes de fonctionnement du champ syndical et, plus largement, à l'idée d'une autonomie relative de l'espace des relations professionnelles. La remise en cause des liens avec le PCF et la crise de celui-ci s'est traduite pour la direction de la confédération et pour une partie des équipes syndicales par la disqualification de l'idée même d'un projet de société ou d'un programme ayant une envergure politique. S'en tenant à des « repères revendicatifs », la CGT entend ainsi se prémunir de toute dépendance partisane et laisser derrière elle la logique de courroie de transmission. Cette position est loin de faire l'unanimité en interne, qu'elle soit combattue de façon explicite par des militants qui, de fait, transposent une partie des luttes internes du PCF dans la CGT [12] ou qu'elle soit démentie, en actes, par des militants qui transfèrent aux élus la responsabilité de faire de « bonnes lois » (comme celle de renationaliser EDF et GDF) [13], dans l'attente d'un nouveau gouvernement d'une hypothétique gauche plurielle.

Ce qui compte avant tout pour la direction de la confédération, relève de la position interne dans ce champ et du fait d'en être complètement partie prenante, en s'appuyant sur les canaux de légitimité spécifiques qu'a engendré son institutionnalisation : les élections professionnelles et les multiples positions de pouvoir situées dans les institutions sociales, par opposition à une intervention directe dans le champ

politique spécialisé. Cette démarcation se traduit également, au plan symbolique, par une certaine neutralisation du discours syndical, les porte-parole d'organisation récusant un registre « idéologique » (marxiste) qui risquerait de les attirer vers leur passé autant que les situer sur le même terrain que certains acteurs du champ partisan. Inversement, la contrepartie d'une certaine « radicalisation » de FO au plan confédéral, depuis le milieu des années 1980 – dont témoigneraient ses appels devenus récurrents à la grève générale interprofessionnelle – c'est justement la préservation de cette illusion d'un monde syndical totalement déconnecté du monde des partis [14]. De ce point de vue, aussi bien les différentes composantes de Solidaires que des équipes syndicales au sein de la CGT – prêtes à assumer un autre discours ou la contestation sociale est nécessairement politique – se retrouvent en décalage avec la vision présentée comme légitime, par les directions confédérales, du statut des syndicats dans la société.

À la différence de celle de la CFDT, l'orientation de la CGT reste cependant ancrée dans une rationalité économique alternative – comme, dans une certaine mesure, celle de la confédération FO. Cette posture est valorisée par les dirigeants cégétistes auprès de leurs militants comme étant plus exigeante que celle de leurs concurrents. Elle n'en conduit pas moins, en excluant un affaiblissement du pouvoir politique tel qu'il puisse entraîner sa chute, à subordonner la mobilisation à la négociation plutôt que l'inverse. La légitimité supposée du syndicalisme dépendant de sa capacité à exister comme « partenaire social », éventuellement exigeant, mais responsable, les calculs des représentants syndicaux sont bornés par les arènes du dialogue social : leurs temporalités et leurs attentes s'ajustent à celles de leurs interlocuteurs, pouvoirs publics et employeurs, plus qu'aux demandes des salariés. Un élargissement du conflit au-delà des arènes institutionnalisées du dialogue social risquerait en effet de mettre en cause les frontières apparemment stabilisées entre les ordres d'activité – ce qui est le propre d'une crise politique [15]. La ligne d'action partagée par la plupart des équipes syndicales dirigeantes repose ainsi sur l'hypothèse que des négociations puissent s'ouvrir sur divers chantiers, entraîner des échanges assez longs, et nécessiter une mobilisation de longue halei-

ne. D'où l'intérêt de maintenir une pression suffisamment forte sur le gouvernement et le patronat pour les contraindre à négocier, mais suffisamment espacée pour éviter toute dynamique de « débordement ». C'est dans cette optique qu'après l'échéance du 1<sup>er</sup> mai, il est question d'une nouvelle journée d'action un samedi de juin.

Cette valorisation du « dialogue social » comme seul horizon auquel puisse prétendre le syndicalisme – loin d'un projet de changement radical de société – ouvre d'autres pistes d'analyse. Finalement, le syndicalisme français, malgré sa diversité interne, n'est-il pas en train de s'engager sur la voie d'une politique de pactes sociaux, soit d'échanges ritualisés et canalisés entre le pouvoir et des représentants professionnalisés du monde du travail ? [16] C'est à une forme d'intégration durable du mouvement syndical dans les modes de régulation du système capitaliste que nous assisterions, intégration qui se traduirait dans les modes de pensée des responsables syndicaux, dans leur façon d'envisager à la fois la légitimité de leur organisation, mais aussi les possibles qui s'ouvrent à elle. Pour autant, si tant est qu'on puisse le constater sur un temps relativement long, le paradoxe d'un tel processus d'intégration est qu'il s'opère à contre-courant des évolutions dans d'autres pays européens. Des pratiques durablement installées de « pactes sociaux » ont justement été remises en cause ou dénoncées par une partie des syndicats en raison même de leur perte de contenu dans le régime de production néolibéral. Celui-ci, à la différence de ce que permettait le keynésiano-fordisme, n'accorde, en effet, aucune place au compromis social. Dès lors, l'implosion de ces stratégies de négociation nationale a donné lieu soit à une intégration renforcée d'un mouvement syndical coupé des formes de conflictualité et co-gestionnaire de la crise, comme en Espagne, soit à un redéploiement critique de certaines organisations ou de composantes de ces dernières. Les exemples allemand et belge sont ici intéressants, car ils renvoient à des formations sociales où ce type de politique, rendue possible par la puissance du mouvement social-démocrate ou socialiste, a été mené et connaît aujourd'hui une profonde mutation. La remise en cause des liens avec le SPD et l'implication de syndicalistes dans la création de Die Linke atteste d'une reconfigu-

ration partielle du rapport au politique et de la recherche de nouvelles alternatives.

Les transformations du syndicalisme français, liées au repositionnement dans le champ des relations professionnelles d'une partie de ces composantes, telle la CGT, conduiraient-elles à mettre en place en France une politique d'intégration qui apparaît tant du côté des détenteurs du capital que des organisations syndicales comme un outil dépassé dans les autres pays européens ? Si les logiques politiques et syndicales peuvent se rencontrer ici – l'une valorisant un contrôle de la conflictualité et du « coût » du travail, l'autre sa légitimation institutionnelle - il n'est pas certain qu'un tel scénario soit appuyé par le patronat en France. De plus, bien qu'elle présente le mérite de déplacer la focale vers des facteurs plus macro, une telle analyse n'a de sens qu'en étant articulée à une compréhension plus fine de l'univers syndical national. De ce point de vue, il convient de ne pas conclure trop vite à l'emprise du modèle de concertation sociale sur des organisations dont une partie des militants restent marqués par la matrice d'un syndicalisme de lutte. Des résistances multiples existent en leur sein et interdisent de penser ces évolutions en termes linéaires.

Plutôt que d'accuser les directions syndicales de refuser une stratégie ascendante de mobilisation, nous espérons avoir montré l'intérêt de se demander pour quelles raisons elles la refusent. Nombre de syndicalistes, aux différents niveaux des hiérarchies organisationnelles, sont marqués par une conscience aigüe de la fragilisation du syndicalisme, coordonnées qu'oublie parfois certaines critiques. Mais cette omniprésence de la crise syndicale, prisme à travers lequel les équipes dirigeantes abordent les enjeux de la crise capitaliste, conduit souvent à accepter comme allant de soi certaines prémisses qui demanderaient pourtant à être discutées. Si la crise du syndicalisme est loin de n'être qu'un fait de discours, les effets rétroactifs de ce discours sont d'autant plus certains que les organisations syndicales tendent à se déposséder de leurs capacités critiques. Cet enjeu est particulièrement visible dans le positionnement de la direction confédérale CGT. Sa rupture avec l'idée que puissent exister des « intérêts objectifs » de la classe ouvrière dont l'organisation syndicale

serait en quelque sorte le représentant « naturel » (avec le Parti), l'a entraînée vers l'extrême inverse. Le syndicalisme s'étant coupé des travailleurs du fait de son institutionnalisation, le seul remède à sa crise serait de se mettre simplement « à l'écoute des salariés ». Un tel raisonnement a par exemple motivé la signature de la « position commune » sur la représentativité. Mais en fondant la légitimité syndicale sur le critère exclusif des résultats aux élections professionnelles, c'est une représentation des travailleurs comme des citoyens-salariés saisis dans leur individualité qui se trouve confortée. Cette philosophie sociale, congruente avec les formes instituées de la démocratie libérale et représentative, réduit la formation de la volonté collective à l'agrégation des préférences individuelles, et son expression à la parole de professionnels de la représentation. En même temps qu'ils renoncent aux certitudes d'un objectivisme classiste (hâtivement assimilé par certains au « marxisme »), les syndicalistes en viennent ainsi à voir dans des objectivations concurrentes (celle de l'opinion publique ou celle des « experts ») les intérêts « spontanés » des salariés, sans questionner les processus de fabrication qui sont derrière ces expressions « naturalisées ». Pour dépasser cette injonction contradictoire entre les logiques de l'action militante et celle de l'opinion publique, entre les nécessités de convaincre et de se conformer, il importe de réhabiliter le caractère nécessairement conflictuel de la définition des intérêts et les dynamiques collectives qui permettent de les faire exister. C'est pourquoi il est vital que la conflictualité sociale rencontre de nouvelles formes de conflictualité idéologique, et que celles-ci trouvent des canaux de diffusion au sein du monde syndical. En outre, et c'est là que s'identifient travail intellectuel et travail militant, un savoir critique sur le syndicalisme ne trouvera ses conditions de réception que dans la revitalisation de cadres de débat démocratiques, autrement dit, de véritables dispositifs d'intersubjectivité fixant eux-mêmes leurs propres limites, sans que certaines questions soient proscrites a priori parce que considérées comme politiques.

1er août 2009

*BÉROUD, Sophie,  
YON, Karel ■*

Paru sur le site de ContreTemps:  
<http://contretemps.eu/interventions...>

## Notes

[1] Sur la diversité des financements syndicaux illicites, cf. Roger Lenglet, Jean-Luc Touly et Christophe Mongermont, *L'Argent noir des syndicats*, Paris, Fayard, 2008.

[2] Sur la persistance du modèle ouvrieriste de dévouement militant dans le syndicalisme français, cf. Anne-Catherine Wagner, « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 13-33.

[3] Les résultats aux élections prud'homales du 3 décembre 2008, avec un taux d'abstention de 74,5%, sont les suivants : CGT 33,8% (+1,6 points par rapport à 2002), CFDT 22,1% (-3), FO 15,9% (-2,3), CFTC 8,9% (-0,7), CFE-CGC 8,2% (+1,2), UNSA 6,6 (+1,2), Solidaires 3,8 (+2,3).

[4] Le rassemblement des cinq confédérations qui bénéficiaient du principe de présomption irréfragable de représentativité (CFDT, CFTC, CGC-CFE, CGT et FO) avec les autres organisations syndicales (FSU, Solidaires, Unsa) ne s'était jusqu'alors jamais réalisé. Le « club des cinq » considérait auparavant qu'une telle ouverture devait être repoussée, car risquant de légitimer l'existence de ces organisations.

[5] Voir [Déclaration commune de propositions et revendications des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA](#)

[6] Loup Wolff, « Le paradoxe du syndicalisme français : un faible nombre d'adhérents, mais des syndicats bien implantés », DARES, Premières informations premières synthèses, 16.1, 2008.

[7] Sophie Bérout, « La décennie des "victoires défaites" (1995-2007) ou les effets du découplage entre mobilisations sociales et dynamiques syndicales » in Bertrand Geay, Laurent Willemez, dir, *Pour une gauche de gauche*, Broissieux, Ed. du Croquant, 2008, p. 19-34.

[8] L'insistance sur les facteurs endogènes de la crise du syndicalisme, par opposition aux facteurs exogènes tels que les mutations des structures économiques et de la composition sociale du salariat, est la marque des producteurs intellectuels les plus prolifiques et les plus visibles de travaux sur ce sujet, Dominique Andolfatto et Dominique Labbé (voir par exemple : *Sociologie des syndicats*, Paris, La découverte, 2000 ; *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Paris, Seuil, 2006 ; *Les syndicats en France*, Paris, La Documentation française, 2007 ; *Les syndiqués en France : Qui ? Combien ? Où ?*, Paris, Groupe Liaisons, 2007). Cette grille de lecture est appropriable d'autant plus aisément par les responsables syndicaux qu'elle désigne des problèmes sur lesquels ils peuvent agir directement.

[9] Jean-Marie Pernot, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard, 2005.

[10] Baptiste Giraud, « Au-delà du déclin. Difficultés, rationalisation et réinvention du recours à la grève dans les stratégies confédérales des syndicats », *Revue Française de Science Politique*, 56 (6), 2006, p. 943-968.

[11] Cécile Guillaume, Sophie Pochic, « La professionnalisation de l'activité syndicale : talon d'Achille de la politique de syndicalisation à la CFDT ? », *Politix*, 85, p. 31-56.

[12] Cette posture est aujourd'hui moins visible, mais elle a conduit à la guerre interne contre les « Rouges vifs » dans la CGT, comme l'atteste par exemple la façon dont a été longtemps perçu le comité national des privés d'emplois, cf. Julian Mischi, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste » in Florence Haegel, dir, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 89.

[13] Pour une bonne analyse des effets produits par ces luttes et de cette reproduction implicite d'un rapport de dépendance vis-à-vis de l'univers partisan : Adrien Thomas, *Une privatisation négociée : la CGT à l'épreuve de la modification du régime des retraites des agents d'EDF-GDF*, Paris, L'Harmattan, 2006.

[14] L'évolution de la Confédération FO, à contre-courant de ses principales rivales, apparaît comme une tentative de résistance à la mise en cause du rôle pivot qu'elle avait joué dans l'édification du compromis social des Trente Glorieuses. Le tournant néolibéral déstabilise en effet les deux piliers de son enracinement dans le paysage social : la négociation de branche et la protection sociale paritaire. Pour une mise en lumière des luttes internes qui ont conduit à l'adoption de cette ligne d'action, voir le chapitre 5 de : Karel Yon, *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Éléments pour la sociologie d'un "monde de pensée"*, thèse de science politique, Université Paris I, 2008. Sur un aspect plus délimité de cette évolution, cf. Karel Yon, « Quand le syndicalisme s'éprouve hors du lieu de travail : la production du sens confédéral à Force ouvrière », *Politix*, 85, 2009, p. 57-79.

[15] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

[16] La sociologie des relations industrielles consacre une large part de sa production à l'analyse de ces pactes sociaux. Pour une synthèse sur les années 1990 : Giuseppe Fajertag, Philippe Rochet, dir, *La nouvelle dynamique des pactes sociaux en Europe*, Bruxelles, PIE- Peter Lang, 2001.



**Arrêtons la crise, changeons le système alimentaire !**

## **Forum parallèle au sommet de la FAO**

Du 13 au 17 novembre, plus de 400 délégués (numéro déterminé par les financements disponibles\*) venant de 70 pays différents, porte-paroles des organisations de petits producteurs, paysans, pêcheurs, Peuples Indigènes, ouvriers agricoles journaliers et du système agroalimentaire, jeunes des zones rurales, femmes et bergers en même temps que les représentants des communautés urbaines qui sont victimes de l'insécurité alimentaire et des ONGs, se retrouveront à Rome pour une initiative parallèle au Sommet Mondial de la FAO sur la Sécurité Alimentaire. Le Forum sur la Souveraineté Alimentaire des Peuples 2009 est organisé sous la responsabilité d'un Comité de pilotage internationale, formé par plusieurs organisations internationales et régionales qui représentent aussi bien les producteurs agroalimentaires que les principales victimes de l'état de crise actuelle.

En 1996, à l'occasion du Sommet Mondial sur l'Alimentation, lorsque 830 millions de personnes dans le monde étaient victimes de la faim, les gouvernements se sont engagés à réduire ce chiffre de 50% avant 2015. Aujourd'hui, au contraire, plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées, un chiffre record depuis les années '70s.

Le monde où nous vivons est en train de traverser une crise structurelle et multiple. Le bouleversement climatique, l'incertitude énergétique, la crise économique et financière aggravent ultérieurement la crise alimentaire actuelle qui est la seule -pour le moment- à avoir suscité des protestations dans des dizaines de pays. Ceci démontre clairement comment un accès équitable aux aliments est essentiel pour le bien-être des gens, la justice sociale et la stabilité politique et démocratique.

Le Forum continuera à travailler pour régler le système alimentaire basé sur les droits de l'homme, comme établi durant le Forum de la Société Civile en 1996 à Rome. Plusieurs thèmes seront

affrontés pour définir un plan d'action organique des Organisations de la Société Civile : la liaison entre monde rural et urbain, l'accès aux aliments, le soutien de l'environnement e social de leur production et circulation ; le climat et les modèles de production qui contribuent au refroidissement du planète, et à réduire la vulnérabilité des personnes aux changements climatiques ; l'accès aux ressources naturelles, le phénomène des "land grabbing" (le dépouillement des terres fertiles) et l'exigence d'assurer le droit à la terre en respectant l'égalité de sorte.

La situation actuelle n'est pas le résultat d'un désastre naturel imprévu, mais le fruit de l'augmentation de fausses politiques poursuivies pendant des dizaines d'années. Le Forum de la Souveraineté Alimentaire des Peuples vise à la modification des politiques agricoles et alimentaires en vigueur, et à affronter efficacement les causes qui engendrent la faim et la pauvreté, en présentant les propositions émergées de la longue résistance des petits producteurs et des pauvres des villes. Il n'existe pas de solutions à la crise sans une société civile protagoniste et un dialogue ouvert avec les gouvernements.

Pour en savoir plus:

[http://www.viacampesina.org/main\\_fr/index.php?option=com\\_content&task=view&id=454&Itemid=1](http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=454&Itemid=1)

## *Des solutions soutenables Nous attendons des actions pas des beaux mots!*

Cela fait plus d'un an que le krach financier a de terribles conséquences sur l'économie réelle, et le pire est encore à venir. Le taux de chômage est en augmentation partout, le nombre de faillites est sans précédent et les systèmes sociaux sont menacés. La crise affecte l'humanité tout entière, surtout les groupes les plus vulnérables : travailleurs, chômeurs, paysans, migrants, femmes... Les crises des systèmes alimentaire et énergétique constituent une autre dimension du dysfonctionnement du système économique actuel. Ce sont à nouveau les populations des pays du Sud qui subissent le plus lourdement l'impact de ces crises sans précédent.

Elles sont la conséquence directe d'un système de production et de consommation basé sur des économies de libre échange, contrôlé par les lobbies industriels et financiers, entraînant une distribution inégale des richesses, le transfert des revenus du travail vers le capital, un système commercial inéquitable, le perpétuation et l'accumulation d'une dette écologique irresponsable et illégitime, le pillage des ressources naturelles, le démantèlement de la protection sociale et la privatisation des services publics comme les pensions de retraite, le logement et les soins de santé. Il nous faut renverser ce modèle.

### **L'UE – A LA POURSUITE DE RÉFORMES MARGINALES**

Les gouvernements de l'UE et la Commission européenne n'ont pas changé l'orientation de leurs politiques suite à ces crises. Les propositions de réforme financière de l'UE sont limitées et n'abordent pas les causes premières de la crise; elles sont loin en deça de ce qui est nécessaire si l'on voulait instaurer un système financier sain. Comme par le passé, les gouvernements de l'UE font supporter le coût de la crise aux contribuables au lieu d'instaurer le principe selon lequel les spéculateurs doivent payer.

Les mesures de sauvetage et de stimulation prises jusqu'à présent visent principalement à éviter un effondrement économique total, mais elles ne sont pas suffisantes pour assurer un système équilibré à long terme. En effet, les fonds publics auraient du être utilisés pour soutenir d'autres secteurs économiques, engagés dans la promotion d'une économie socialement et environnementalement juste. On peut aussi se demander si le soutien apporté sera suffisant pour empêcher la déflation et une dépression économique de longue durée.

Alors que la plupart des pays du Sud, comme d'ailleurs bien des Etats membres de l'UE, ne disposent pas des capacités fi-

nancières nécessaires pour soutenir et transformer leur économie, l'UE échoue à développer des institutions alternatives qui soutiendraient les investissements publics dans ces pays. A la place, l'UE mène actuellement une politique qui renforce le rôle du FMI et de la Banque mondiale. Or depuis trois décennies ces institutions ont acculé les pays en développement à la misère par des plans d'ajustement structurels comportant des conditionnalités. Imposer de telles conditionnalités entraîne des contraintes supplémentaires pour les pauvres et conduit les pays récipiendaires à une nouvelle crise de la dette.

De concert avec d'autres pays développés et les pays émergents, l'UE signe des accords de libre échange bilatéraux et voit dans la conclusion du cycle de Doha des mesures clés pour relancer l'économie.

Nous soussignées organisations de la société civile exigeons que les gouvernements européens s'attaquent aux causes réelles des crises actuelles. S'en prendre à leurs symptômes ne suffira pas. En Europe et partout dans le monde il nous faut un système approfondi de réglementation qui place le système financier au service des intérêts de la population. Ce système devrait promouvoir un nouveau paradigme économique basé sur la réalisation des droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse.

### **LES REFORMES FINANCIERES DE L'EU**

Les réformes portées actuellement par la CE n'indiquent en rien la volonté de l'UE de mettre l'intérêt général au coeur de ses propositions de réformes financières. Elles ne comprennent pas la mise en place d'une réglementation et d'une supervision strictes des opérateurs et produits financiers. Les directives et mesures portant sur les fonds spéculatifs, les exigences de fonds propres, les agences de notation, les marchés dérivés et la fiscalité de l'épargne ne s'attaquent pas aux problèmes sous-jacents et ne font rien pour éliminer la spéculation qui fait tant de tort aux sociétés et aux économies.

#### **Quelques exemples:**

- La proposition de la CE de rendre les marchés dérivés "efficaces, sûrs et sains"<sup>1</sup> ne comprend ni réglementation ni supervision adéquates des produits financiers à risque.
- Les nouvelles structures de supervision décidées en juin 2009 et comprenant le Conseil européen du risque systémique ne peuvent suffire à endiguer les risques de consortiums financiers multinationaux..

- Les mesures actuelles en matière d'éducation financière et de garantie des dépôts ne protègent pas l'épargne de la population en cas de crise financière.
- Les propositions de la CE sur le prêt responsable<sup>2</sup> n'incluent pas de critères sociaux et environnementaux qui aideraient à remettre sur pieds l'économie sur une base plus durable.
- Les propositions de la CE pour une réforme de la directive sur la fiscalité de l'épargne sont insuffisantes pour aboutir à une vraie solution au problème de l'évasion fiscale.
- L'UE soutient activement la conclusion du cycle de Doha à l'OMC, qui comprend encore davantage de libéralisation des services financiers avec l'AGCS et les négociations d'ALE et d'APE (accords de libre échange et accords de partenariat économique), ce qui entraîne une réduction de la capacité des gouvernements à réglementer les acteurs et les produits financiers.

Ces propositions ne visent pas à mettre un terme à la spéculation. Par conséquent les riches peuvent continuer à placer leur argent dans l'économie casino plutôt que dans l'économie réelle. Or une économie véritablement durable sur le plan social et environnemental n'est possible qu'avec un système financier au service de ces objectifs et non des intérêts des spéculateurs et d'une petite minorité.

### Nous demandons aux gouvernements de l'UE de

- Réglementer toutes les institutions et tous les acteurs financiers. Tous les opérateurs financiers doivent être réglementés et contrôlés, et ils doivent fonctionner dans la transparence la plus totale. Il faut rétablir une séparation claire entre banques d'épargne et banques d'investissement.
- Réglementer les produits financiers. Il faut interdire les opérations hors bilan, les transactions avec des paradis fiscaux, les accords de gré à gré (over the counter, OCT) et les opérations financières à haut risque comme les ventes à découvert à nu, les véhicules d'investissement structurés (VIS), et les obligations adossées (collateralised debt obligations, CDO). La CE devrait aussi interdire la spéculation sur les denrées par des opérateurs non commerciaux tels que les fonds spéculatifs, les fonds indexés, etc. Les opérateurs qui manipulent le marché des matières premières doivent être sanctionnés par une autorité publique.
- Fermer les paradis fiscaux qui sont sous la juridiction d'Etats membres de l'UE. Pour prendre en charge cette question, l'échange automatique d'informations garanti par un accord multilatéral est un élément-clé, accompagné de lourdes sanctions envers les territoires et les utilisateurs non-coopératifs
- Promouvoir les produits et institutions financiers qui servent les besoins des gens et de l'environnement. Il faut interdire les institutions et pratiques financières hautement

spéculatives. Il faut davantage de banques publiques et coopératives et de meilleures assurances pour garantir l'épargne de la population.

- Obliger les banques qui reçoivent des fonds ou des garanties publics à faire des investissements durables. Les banques qui reçoivent un soutien public sous quelque forme que ce soit, par exemple une recapitalisation ou une garantie publique, devraient être obligées à soutenir des investissements qui créent des emplois durables d'un point de vue social et écologique. Elles devraient aussi être obligées à abandonner progressivement toute activité spéculative et les grands projets d'infrastructure qui ne sont pas durables. Les directeurs de banque devraient être rendus légalement responsables des conséquences de leurs activités. Les personnes affectées par des investissements financés par des banques basées dans l'UE doivent pouvoir tenter des actions en justice envers les banques.

1. EC, Financial services: Commission outlines ways to strengthen the safety of derivatives markets, Press release IP/09/1083, 3 July 2009

2. EC, Financial services: Commission launches consultation on how to ensure responsible lending and borrowing in the EU, press release IP/09/922, 15 June 2009 <http://eur-pa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/922&format=HTML&aged=0&language=EN> and see also [http://ec.europa.eu/internal\\_market](http://ec.europa.eu/internal_market)

## RENDRE L'ECONOMIE SOUTENABLE D'UN POINT DE VUE SOCIAL ET ECOLOGIQUE ET ENRAYER LE POUVOIR DES GRANDES ENTREPRISES

Les mesures prises actuellement par les gouvernements de l'UE pour faire face aux crises sociale et écologique sont de courte vue et ne prennent pas la mesure de l'ampleur de ces crises. La croyance dans le marché pour apporter des réponses à la crise demeure intacte.

### Quelques exemples:

- L'UE continue à défendre une libéralisation plus poussée du commerce – via la conclusion du cycle de Doha et des accords de libre échange bilatéraux et régionaux comme solution pour relancer la croissance économique.
- L'UE projette de pousser à une plus grande flexibilisation du marché du travail européen comme réponse à la hausse du chômage.
- L'UE continue à marginaliser la participation productive des migrants à l'économie, déstabilise le flux de leurs transferts financiers et intensifie leur criminalisation à travers la Directive retour.
- L'UE soutient l'expansion des marchés d'émissions au sein des négociations des NU sur le climat, maintenant l'illusion que les marchés d'émissions sont une solution-clé.

Les propositions de l'UE ne s'attaquent pas aux causes des crises énergétique, alimentaire, sociale, écologique, mais permet aux multinationales d'augmenter leurs bénéfices au détriment des revenus des travailleurs et des paysans, ainsi que de l'environnement.

#### **Nous demandons aux gouvernements de l'UE de**

- Lancer un processus d'harmonisation par le haut des revenus des travailleurs, ainsi que des droits sociaux et des droits du travail en Europe, y compris pour les travailleurs migrants. Poursuivant la mise en oeuvre de l'agenda de l'OIT en matière de 'travail décent', un processus de convergence sociale doit être établi, incluant la fixation d'un salaire minimum européen et la fin de la concurrence entre Etats membres à travers l'érosion de leurs systèmes fiscaux et sociaux. Une diminution coordonnée du temps de travail au sein de l'UE doit être développée et mise en oeuvre. Une législation européenne mettant fin aux contrats de travail précaires doit être élaborée, faisant du contrat à durée indéterminée le critère de référence en Europe..
- Investir dans des infrastructures publiques et dans la transformation écologique de l'économie. Pour s'attaquer sérieusement au changement climatique, il faut passer à une économie utilisant beaucoup moins les ressources fossiles, qui crée des emplois verts pour des millions de gens dans l'UE et dans le monde. Les fonds publics générés par de nouvelles taxes (voir point suivant) doivent être investis dans la reconstruction et l'expansion d'infrastructures publiques (che-mins de fer, transports locaux, systèmes de production d'énergie locaux et durables, enseignement, soins de santé, etc.), des logements et des emplois écologiques contribuant à la conversion écologique de l'économie (par ex. des mesures d'efficacité énergétique, la production locale de denrées alimentaires, etc.). Les subventions et les aides ponctuelles prévues pour les différents secteurs industriels devraient être utilisées pour aider le secteur et ses travailleurs à s'investir dans la transition nécessaire vers une économie soucieuse de l'environnement.
- Financer les aides financières par de nouvelles taxes. Des taxes sur les transactions financières, un impôt sur les grandes fortunes et des impôts sur les sociétés plus importants sont nécessaires pour stabiliser les marchés financiers et fournir des fonds publics visant à soutenir la conversion écologique des économies. Les rentrées fiscales devraient servir à financer le sauvetage des banques et à soutenir les investissements publics dans la conversion des économies, s'occupant tout particulièrement des pays en développement et de l'Europe de l'est.
- Arrêter de promouvoir la libéralisation du commerce et des investissements et réformer la politique extérieure de l'UE en matière de commerce et d'investissement. Les

gouvernements de l'UE et des pays en développement doivent disposer de l'espace de manoeuvre politique nécessaire à la réglementation de leur économie. Les accords de libre-échange prônés par l'OMC ou les négociations bilatérales avec d'autres pays ou régions doivent être remplacés par des politiques commerciales et d'investissement qui donnent la priorité aux intérêts des paysans, des travailleurs, de l'environnement et au respect de tous les droits humains. Les services financiers ne doivent pas être libéralisés par de tels politiques et traités. .

- Placer la Banque centrale européenne sous contrôle public et élargir ses missions au soutien de l'emploi et de la transition vers une économie post-carbone et l'économie à faibles ressources..
- Etablir un nouveau système mondial de réserves. La stabilisation des taux de change devrait être assurée par l'introduction d'un système mondial de réserves monétaires comme proposé lors du dernier sommet des NU sur la crise mondiale. .

#### **ORGANISER UN PROCESSUS DEMOCRATIQUE AVEC UN CONTROLE STRICT DE L'INFLUENCE DES ELITES FINANCIERES ET ECONOMIQUE**

Les mêmes personnes qui se sont avérées incapables de gérer le système financier détiennent toujours les leviers politiques et économiques. Les acteurs financiers et les dirigeants économiques qui ont réclamé la libéralisation des marchés financiers et de l'économie ont toujours l'attention des décideurs. Les nombreuses consultations organisées par la Commission européenne et le Parlement européen sur les réformes nécessaires sont dominées par les mêmes lobbies financiers qui avaient obtenu la déréglementation. Les faibles exigences en capitaux propres (5%) proposées pour l'émission de titres est un exemple de l'influence de ces lobbies. .

#### **Nous demandons aux gouvernements de l'UE de**

- Supprimer l'accès privilégié des banques et d'autres acteurs financiers aux processus de décision, et ce à tous les niveaux.
- Organiser des consultations publiques pour inclure tous les secteurs de la société et toutes les personnes concernées. Dissoudre les groupes contrôlés par des intérêts privés – comme le Groupe De Larosière – ou prendre des mesures pour s'assurer d'une représentation équilibrée.
- Soutenir un processus multilatéral sous l'égide des NU pour faire face à la crise. Le G20 n'est pas un organe légitime. Les réformes doivent être élaborées selon un processus démocratique. Tous les pays, pas seulement les plus riches, doivent être dûment représentés lorsqu'il s'agit de rechercher des solutions durables.

## Signataires:

Africa Europe Faith and Justice Network (AEFJN)  
Central and Eastern Europe Bankwatch Network  
Eurodad  
European Attac Network  
European Coordination Via Campesina  
European Marches against unemployment, insecure labor and social exclusion  
Friends of the Earth Europe  
Reclaiming spaces  
Seattle to Brussels Network  
Terre des Hommes International Federation (TD-HIF)  
Women in Development Europe (WIDE)  
European AntiPoverty Network  
ActionAid  
Organizations from EU Member States  
Action Solidarité Tiers Monde, Luxembourg  
AITEC, France  
Asociacion Paz Ahora, Spain  
Asociación Socialismo XXI, Spain  
Association for the Development of the Romanian Social Forum (AD ESR)  
Attac Austria  
Attac Catalonia  
Attac Finland  
Attac France  
Attac Germany  
Attac Hellas  
Attac Hungary  
Attac Poland  
Attac Spain  
Attac Sweden  
Attac Vlaanderen  
Belgian Social Forum  
Campagna per la Riforma della Banca Mondiale (CRBM), Italy  
Centre national de coopération au développement (CNCD), Belgium  
Corporate Europe Observatory (CEO)  
Ecologistas en Acción/Ekologistak Martxan/Ecologistes en Acció/Ben Magec, Spain  
El Observatorio de Multinacionales en América Latina de la Asociación Paz con Dignidad, Spain  
Federacion de Asociaciones para la defensa de la Sanidad Publica, Spain  
Forum anticapitalista de reflexion y Generacion de Alternativas (FARGA), Spain  
Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC), Spain  
Intersindical Valenciana, Spain  
Observatorio de la deuda en la globalizacion, Spain  
ÖBV – La Via Campesina Austria  
Pancyprian Public Employees Trade Union (PASYDY), Cyprus  
Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Spain  
Plataforma Rural - Alianzas por un Mundo Rural Vivo, Spain  
Romanian Social Forum  
SETEM, Spain  
Transnational Institute, Netherlands  
Unidad Civica por la Republica, Spain  
Union syndicale Solidaires, France  
War on Want, UK  
WEED – World Economy, Ecology & Development Association, Germany  
Zukunftskonvent, Germany  
Foro Social de la Rioja, Spain



# Foro Social Mundial

## Des événements qui marquent l'année 2010 en vue du FSM 2011 au Sénégal

La réunion du Conseil International du Forum Social Mondial (CI-FSM), qui s'est tenu du 6 au 8 octobre dernier, a réaffirmé l'idée que 2010 sera une année de plusieurs événements du forum social mondial mobilisant et aidant à la construction du Forum Social Mondial 2011 au Sénégal. On y a fait l'effort de raccorder les multiples événements de manière à exprimer leur continuité dans le processus FSM au cours de 2010. L'on est en train de préparer 25 événements environ, qui vont démarrer en janvier 2010 avec un séminaire d'évaluation sur le processus FSM. Vous trouverez la liste complète des événements mise à jour dans le site du FSM : [www.forumsocialmundial.org.br](http://www.forumsocialmundial.org.br) (dans la section Agenda > Calendrier de mobilisation).

Face à la lecture de la conjoncture et la mise à jour de l'endroit que les mouvements occupent après une année de crise généralisée du système, d'un côté, et l'affirmation du marché disant que la crise a déjà terminé, d'un autre côté, on a l'idée d'accumuler des débats sur « nos réponses face à la crise » dans tout événement qu'ait lieu au cours de 2010. Le résultat accumulé serait présenté au FSM au Sénégal, en janvier 2011. La Commission de Méthodologie du CI-FSM doit encore travailler sur la manière la plus convenable de rendre visibles ces alternatives à la crise. Pour participer à ce débat, vous pouvez contacter le bureau du FSM et solliciter d'intégrer ladite commission : [fsmci@forumsocialmundial.org.br](mailto:fsmci@forumsocialmundial.org.br)

La préparation du FSM 2011 est un autre sujet débattu en plénière et dans les commissions. Un premier séminaire d'organisation aura lieu à Dakar, Sénégal, du 16 au 18 novembre. En plus de partager les enseignements des forums passés, les participants au séminaire vont débattre sur la mobilisation africaine et internationale et les mécanismes décentralisés de préparation de l'événement. Les défis, les visions et les stratégies des mouvements sociaux africains sont un point de débat au séminaire de Dakar et à partir desquels on va construire le FSM 2011.

Le rapport complet de la réunion du CI - FSM sera disponible sur le site web du FSM, dans les liens ci-dessous

[http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id\\_menu=3\\_2\\_2&cd\\_language=3](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=3_2_2&cd_language=3)

## Assemblée des Mouvements Sociaux

Agenda de lutte et de réflexion sur le fonctionnement

Beaucoup des mouvements qui ont été présents dans le CI ont participé aussi à la réunion de l'Assemblée des Mouvements Sociaux (AMS), le soir du 6 octobre. Dans cette réunion ont remarqué les événements qui manquaient encore par rapport au calendrier 2009 : les mobilisations face à la réunion de l'OMC à Genève, Suisse (fins novembre) et le Klimaforum à Copenhague, Danemark (du 6 au 18 décembre).

Au cours de la réunion ont mis l'accent sur l'importance de rapprocher les thèmes sociaux et environnementaux et leur raccord avec le modèle de développement. Dans ce sens on a efforcé pour relier ce que l'on négocie à la OMC, où l'on va débattre des thèmes tels que la libéralisation des biens et des services et l'agenda de la réunion de la ONU sur le changement climatique à Copenhague. Genève jalonnait aussi les 10 années de manifestations réalisées contre la OMC en Seattle.

D'autres sujets considérés à la réunion sont le soutien à la résistance du peuple hondurien contre le coup d'État ainsi que le fonctionnement de l'Assemblée des Mouvements Sociaux ; avec la suggestion d'effectuer un séminaire pour considérer ce sujet. On a proposé en plus, de commencer des maintenant à construire l'agenda de mobilisations pour 2010.

La prochaine rencontre de la AMS sera à Copenhague, Danemark, en occasion du Klimaforum. L'on remettra d'autres renseignements sur la liste des mouvements sociaux.